



**Réseau pour la Réforme du Secteur de Sécurité et de Justice,
« RRSSJ »**

COORDINATION PROVINCIALE DU NORD-KIVU

ASBL de droit congolais, doté de la Personnalité Juridique aux termes de l'Arrêté Ministériel
n°767/CAB/MIN/J&DH/2012 du 18 avril 2012

Tél : +234 (0) 997 720 450, (0) 820 018 584, +243 993 830 093, +243 821 684 428

E-mail : nordkivu@rrssj-rdc.org/goyonmilemba@gmail.com

Projet d' :

« Appui de la Société Civile à la vulgarisation, au suivi de la mise en œuvre de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba et de la Résolution 2098 et au plaidoyer pour la réforme de l'Armée en République démocratique du Congo »

**RAPPORT MENSUEL PROVINCIAL DU NORD-KIVU
AOUT 2014**

BCP/RRSSJ/NK/08/2014

I. CONTEXTE ET SITUATION SECURITAIRE DU MOIS D'AOUT

L'achèvement du mois d'août reste douloureux pour les habitants de l'ensemble de la province du Nord-Kivu, avec le décès de celui qui représentait encore l'espoir de la lutte contre les groupes armés; le Général-major Lucien BAHUMA AMBAMBA, ancien Commandant de la 8^{ème} Région Militaire, décédé en Afrique du Sud.

A cet effet, la situation sécuritaire a été influencée par cette mort, les automobilistes avaient gardé les phares de leurs véhicules allumés toute la journée ainsi que les "motards". L'on a noté également la réaction incendiaire des étudiants, réunis autour d'une structure appelée « Comité inter universitaire », laquelle avait organisé des manifestations pour exiger du Gouvernement central une enquête sur la mort tragique de l'ancien Commandant de la 8^{ème} Région Militaire...

La ville de Goma, a accueilli la réunion des Experts¹ des Gouvernements rwandais et congolais sur les questions brûlantes des frontières qui séparent les deux pays.

L'occasion faisant le larron, les Organisations de la Société Civile, sous la conduite du RRSSJ, ont eu à effectuer un « sit in », devant le lieu de la réunion, à l'hôtel IHUSI, pour exiger la libération de d'Emmanuel MUHIMA Abbas jusqu'à présent déporté et détenu au Rwanda.



Goma, en face de Hôtel Ihusi : le Coordonnateur Provincial du RRSSJ/Nord-Kivu [1^{er} de droite à gauche], aux côtés d'autres acteurs de la Société Civile, exigeant la libération du Chargé de Communication du RRSSJ/Nord-Kivu, déporté et détenu au Rwanda [Photo RRSSJ]

¹ Le Professeur NGUMYA Dila a été à la tête de la délégation du Gouvernement de la RDC tandis que la partie rwandaise était conduite par M. James NGANGO.

L'on note également, la grève des "motards" accusant la Police de Circulation Routière de tracasserie et de corruption.

Dans le « Grand-Nord² » de la province, la tension reste encore perceptible dans la Cité de Lubero [Territoire de Lubero], suite à la colère de la population locale qui proteste contre le triple assassinat, le 23 août à 19h, de 3 jeunes par des hommes armés, dans une embuscade. Les victimes :

- 1) KAMBALE NZENDA Augustin (23 ans, père de 2 enfants),
- 2) KAMBALE SIVULIRWA (23 ans),
- 3) KAMAVU (25 ans, père de 2 enfants).

Les infortunés étaient respectivement vendeurs de carburant, « Kaddafimen » et taximan qui revenaient de Kasugho, avant d'être surpris par des tirs de balles de la part d'un groupe d'hommes en armes, cagoulés et vêtus de l'uniforme militaire, à hauteur de Waivuta (près de 2 km, au Sud de la Cité de Lubero).

L'assassinat de ces jeunes gens a suscité la colère des habitants, principalement les jeunes de Lubero qui ont saccagé les bureaux de la Cité, de la Police de Circulation Routière(PCR) et de la Société Nationale des Assurances (SONAS).

Dans le Territoire de Beni ;il a été signalé la libération de certains otages des ADF-NALU. Malgré ce geste, l'on s'inquiète de la résurgence du phénomène d'enlèvements et dont la libération est conditionnée par des faramineuses sommes d'argent. C'est le cas du docteur MINOS et son compagnon, enlevés par un groupe d'inconnus et dont la libération a été obtenue, grâce à l'implication personnelle du Gouverneur du Nord-Kivu.

A Goma : l'insécurité reprend son bonhomme de chemin dans les différents quartiers de la ville. Selon des analystes avertis, cette situation pourrait avoir un lien avec la dernière décision de la réunion de la CEPGL³, au niveau des responsables des services de migration, d'ouvrir les frontières de façon discontinue...

En fin, dans le cadre du dossier de la disparition forcée de Monsieur Emmanuel MUHIMA Abbas, un mémorandum des Organisations de la Société Civile du Territoire de Nyiragongo est en vue, dans le but d'exiger sa libération, sans oublier le respect des frontières héritées de la colonisation. Ce mémorandum sera adressé aux autorités rwandaises, congolaises, à la CIRGL⁴ et la CEPGL.

2.2. Actions menées par les acteurs non étatiques

Quelques actions ont été enregistrées dans la province du Nord-Kivu, dans le cadre de la réforme du secteur de sécurité.

² La dénomination « Grand Nord » désigne les Territoires de Lubero et de Beni, dans la province du Nord-Kivu.

³ Communauté Economique des Pays des Grands Lacs.

⁴ Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs.

2.1. Les actions menées par les acteurs étatiques

A. La réforme de la Police Nationale Congolaise

Avec l'appui de la MONUSCO et de l'Organisation Internationale des Migrations (OIM), une série d'atelier de remise à niveau au sein des différentes unités de la police a eu lieu.

On a aussi noté la nomination de nouveaux Commandants au sein des unités de la police Nationale Congolaise dans la province du Nord-Kivu.

B. La réforme de l'Armée

Il sied d'indiquer qu'aucune action d'envergure n'a été enregistrée, visant la réforme des FARDC, dans la province du Nord-Kivu durant ce mois d'août, hormis :

- la nomination du nouveau Commandant de la 8^{ème} Région Militaire, en remplacement du Lieutenant-général BAHUMA, reste la principale nouvelle.
- la poursuite des opérations de la traque des rebelles ougandais de l'ADF-NALU, dans le Territoire de Beni.

2.1. Les actions menées par les acteurs étatiques

a) Réforme de la Police

18 août, à Goma : dans sa réunion ordinaire tenue à la Faculté de Droit de l'Université de Goma, la Coordination Provinciale du RRSSJ/Nord-Kivu a eu à analyser la situation sécuritaire de la ville, par rapport :

- à la plainte formulée par l'Association des taximen de Goma;
- à la question des tracasseries dont ses membres sont victimes de la part des policiers...

Faute d'être suffisamment documentée, la Coordination a décidé de prendre contact avec les plaignants pour plus d'éclaircissements et prendre ainsi le temps de planifier les actions à mener.

b) Réforme de l'Armée

La question de prise d'otage continue à semer de la terreur dans les Territoires de Beni et Lubero. C'est à ce titre que la Coordination Provinciale de la Société Civile du Nord-Kivu - par le biais de son porte-parole - avait publié un communiqué, demandant que les FARDC fassent disparaître cette question de prise d'otage orchestrées par des groupes armés et autres terroristes.

Ceci nécessite une réforme effective de l'Armée, tant réclamée par la population congolaise ainsi que la réforme des services d'intelligence.

Partant des actions d'interaction entre la Société Civile et les acteurs étatiques au cours du mois d'août, la Coordination Provinciale du réseau a continué de suivre de près les informations relatives à la disparition de MUHIMA Abbas et de les partager, en temps utiles, avec les autorités politico-administratives, policières et militaires voire avec d'autres acteurs locaux impliqués dans la réforme du secteur de sécurité.

Le RRSSJ/Nord-Kivu a travaillé avec les communautés de base, dans les questions d'ordre sécuritaire, dans l'objectif d'évaluer la situation à la base. C'est dans ce cadre que le RRSSJ/Nord-Kivu a participé à la rédaction du mémorandum des Organisations de la Société Civile du Territoire de Nyiragongo, réclamant le respect des limites des frontières et ce en référence à l'Accord-cadre d'Addis-Abeba sur le respect de la souveraineté.

Un fait marquant toujours dans le cadre des actions d'interaction, c'est la collaboration directe avec la Bureau de Coordination Nationale du RRSSJ, dans le dossier qui préoccupe l'ensemble de la famille RRSSJ, à savoir la disparition forcée de Monsieur Emmanuel MUHIMA Abbas.

c) La mise en œuvre de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba et de la Résolution 2098

La ville de Goma, a accueilli, pendant le mois d'août, la réunion des experts du gouvernement rwandais et congolais, dans une réunion sur les questions brûlantes des frontières, à l'hôtel IHUSI de Goma.

L'occasion faisant le larron, les organisations de la Société Civile, sous la conduite du RRSSJ, avaient organisé un sit in devant l'hôtel IHUSI, pour exiger au gouvernement rwandais la libération d'Emmanuel MUHIMA Abbas, détenu au Rwanda, jusqu'à présent.

C'était l'occasion pour les Organisations de la Société Civile, membres du RRSSJ, d'exprimer leur colère devant la délégation rwandaise à cette réunion et de mettre à nu le silence des autorités de la RDC, face à ce dossier crucial...

III. PREOCCUPATIONS MAJEURES DE LA BASE ET RESULTATS OBTENUS AU COURS DU MOIS DE JUIN 2014

3.1. Préoccupations majeures recueillies auprès des communautés de base

- ⊗ La population locale ne comprend pas comment un activiste des droits de l'homme, peut disparaître et qu'aucune réaction du Gouvernement central ne soit enregistrée à cet effet...
- ⊗ La réouverture des frontières, 24h sur 24, entre les villes de Goma et Gisenyi, sans que des mesures appropriées de surveillance soient mises en place, avec comme incident l'actuelle insécurité grandissante dans la ville de Goma;

- ⊗ La violation de l'Accord-cadre par les Etats signataires... Et, comme si cela ne suffisait pas, le Chargé de Communication du RRSSJ/Nord-Kivu paie aujourd'hui le prix de la reprise des hostilités entre la RDC et le Rwanda...

3.2. Résultats obtenus au cours du mois

1. La population est informée de l'existence de l'inspection provinciale ainsi que sa mission. Le RRSSJ/Nord-Kivu a obtenu de l'autorité urbaine l'autorisation d'organiser un « sit in », encadré par des éléments de la Police Nationale Congolaise.
2. Les actions de lobbying et de plaidoyer menées en faveur des communautés locales ont été organisées au niveau local, par la Coordination Provinciale du RRSSJ Nord-Kivu et elles ont été fructueuses, dans l'amélioration de certaines situations observées ou enregistrées sur terrain...

IV. ENJEUX, DEFIS ET RECOMMANDATIONS

4.1. Les enjeux

Partant des enjeux majeurs au cours de ce mois au Nord-Kivu, on peut noter :

- a) La poursuite du processus de la réforme de l'Armée;
- b) La création des mécanismes appropriés de désarmement et de rapatriement des groupes armés étrangers dans leurs pays d'origine...

4.2. De défis

- Une question se pose sur le degré d'implication du Gouvernement central, sur le sort réservé aux militaires congolais et Monsieur MUHIMA Abbas de la Société Civile, capturés par l'Armée rwandaise. Car, face au profond silence des officiels congolais, les actions des Organisations de la Société Civile trouvent des limites d'autant plus qu'il s'agit des questions touchant à la souveraineté des deux Etats...

4.3. De recommandations majeures

- Mettre en place des mécanismes appropriés de surveillance à la frontière, entre les villes de Goma et Gisenyi. Car, il se fait remarquer un lien entre la résurgence de l'insécurité dans la ville de Goma et l'ouverture de la frontière, 24 heures sur 24...

Fait à Goma, le 30 août 2014

Le RRSSJ/Nord-Kivu

